

Socialisme français et politique étrangère

Richard Gombin

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700121ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700121ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gombin, R. (1971). Socialisme français et politique étrangère. *Études internationales*, 2(3), 395–409. <https://doi.org/10.7202/700121ar>

SOCIALISME FRANÇAIS ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

par Richard GOMBIN *

Il ne s'agit, dans un survol rapide de cinquante années de politique étrangère socialiste, que d'évoquer les grands thèmes. Pour suivre la tradition les problèmes coloniaux seront exclus qui, à eux seuls, méritent un traitement séparé.

Même ainsi délimitée, une étude des idées motrices fait apparaître dans notre domaine certaines ruptures mais aussi des constantes. La rupture fondamentale, bien sûr, c'est la guerre qui la consomme. Avant 1940, des traditions opposées se heurtent : un pacifisme humaniste et antibourgeois d'apparence, d'un côté, un réalisme jacobin et de tradition républicaine, de l'autre. Autour de ces deux pôles, se distribuaient les fractions.

Après la guerre, progressivement, le parti tout entier s'identifie avec la seconde fraction : ce phénomène correspond à une mutation profonde et qui affecte la base militante aussi bien qu'électorale de la SFIO. La guerre a joué, à cet égard, le rôle d'un tamis, elle n'a retenu au parti que ceux qui étaient définitivement réconciliés avec la république bourgeoise. Depuis la Libération, la SFIO occupe sur l'échiquier politique une place nouvelle. Elle reflète une clientèle qui existait déjà en 1936 mais qui était alors très minoritaire. Au contraire, elle est devenue prédominante progressivement dans les années 1940 et 1950. Elle devait infléchir la politique du parti toute entière, non en innovant *ab nihilo*, mais en donnant libre cours à des tendances qui existaient déjà depuis longtemps.

I — UNE MUTATION SOCIOLOGIQUE

Si l'on considère une période longue, 1920-1969, et que l'on tente d'y détecter des constantes en matière de politique internationale, on s'aperçoit que la guerre a constitué une coupure fondamentale. Non pas dans ce sens que la guerre ait vu se constituer un parti entièrement neuf avec des solutions inédites. En réalité, si l'on distingue deux sous-périodes — 1920-1940 et 1944-1969 — force est de constater qu'il s'est opéré un glissement des réactions devant les événements inter-

* Attaché de recherche au CNRS Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

nationaux des extrêmes vers le centre, glissement dû à un véritable renouvellement de la base sociale du parti.

En effet, tant la masse des militants que l'électorat socialiste ont changé et il ne suffit pas de prétendre qu'il y a eu « radicalisation » de la SFIO¹. Si l'on examine les implantations nouvelles et les circonscriptions acquises au parti depuis une trentaine d'années on s'aperçoit qu'il n'y a pas toujours eu *évincement* pur et simple d'un électorat radical. Le processus est bien plus complexe qui tient à des situations locales, à la présence d'un leader socialiste prestigieux (Auriol), d'un maire administrateur efficace (Defferre) ou tout simplement à l'absence d'un concurrent énergique. S'il est vrai que le parti a, en gros, « glissé » du nord et nord-est vers le sud et le sud-ouest, il n'en demeure pas moins que deux parmi ses trois plus grosses fédérations se situent au nord de la Loire (Nord et Pas-de-Calais). Enfin, si la radicalisation peut avoir quelque fondement sur le plan géographique, ce n'est plus évident du tout si l'on considère l'origine socio-économique des électeurs et des militants socialistes. Le parti radical était, avant la guerre, un parti de commerçants, petits industriels, membres des professions libérales, agriculteurs (propriétaires exploitants). Cette catégorie de la petite et moyenne bourgeoisie ne représentait, en 1952, que 18% des électeurs SFIO et 22% de ses adhérents, l'année suivante. Surtout, si l'on pense que c'est dans la région rurale et viticole du sud de la France que cette « radicalisation » est censée avoir lieu, on en déduira qu'elle est assez négligeable puisqu'en 1953 les agriculteurs représentaient 7,4% des adhérents (8% des électeurs en 1952).

Ce glissement avait eu lieu aussi dans une autre direction : la SFIO qui, déjà avant 1939, avait une importante clientèle de fonctionnaires est devenue, après la Seconde Guerre, plus nettement encore un parti de petits fonctionnaires. Toujours en 1952, les retraités (qui le plus souvent sont des *fonctionnaires retraités*), employés et fonctionnaires de toute origine (États, municipalités, entreprises publiques) représentent 29% des électeurs et 46,5% des adhérents (en 1953)². Ces chiffres ont une signification encore plus nette quand on sait que ces catégories professionnelles comptent pour 58,6% parmi les cadres SFIO, en 1953. La tendance à la « fonctionnarisation » s'est encore accentuée dans les années 1950, notamment au moment du passage du parti au pouvoir (1956-1957). Enfin, il est probable (nous n'avons pas de chiffres précis) qu'un grand nombre de ces fonctionnaires sont employés par les communes. Ce qui ressort du fait que 53% des électeurs SFIO habitaient, en 1952, des communes de moins de 5 000 habitants (10% seulement des communes de plus de 100 000 habitants). En 1965, sur 100 personnes qui déclaraient vouloir voter socialiste en cas d'élections législatives, 49% demeuraient dans des communes de moins de 20 000 habitants. Les revenus de ces électeurs socialistes potentiels se situaient, pour 51% d'entre eux, entre 500 et 1 250 francs par mois. Ce qui confirme l'image d'un parti s'appuyant sur un électorat de fonctionnaires municipaux à revenus modestes.

¹ Thèse avancée par M. DUVERGER dans « SFIO : mort ou transfiguration », *Les temps modernes*, N° 112-113, 1955.

² Tous ces chiffres sont tirés de C. HURTIG, *De la SFIO au nouveau parti socialiste*, Paris, 1970.

Il est évident que la mentalité de ces catégories socioprofessionnelles (prudence, crainte de l'innovation, nationalisme économique, hantise de la prolétarianisation) doit être prise en considération si l'on veut expliquer les changements survenus d'une période à l'autre pour ce qui est de la politique étrangère du parti et de ses motivations. Mais ce « conservatisme de petites gens », pour reprendre l'expression de Maurice Duverger dans l'article précité, est teinté le plus souvent de prétentions doctrinales, voire d'un idéalisme d'origine républicaine, laïque et jacobine. Bref, d'un humanisme qui conçoit plus facilement un universalisme abstrait que le gouvernement européen ; qui s'arrête donc aux frontières de la France.

II – PACIFISME CONTRE DÉFENSE NATIONALE

C'est ainsi qu'à cette nouvelle base sociologique correspond, après la guerre, un nouveau centre de gravité pour ce qui est des fondements de la politique internationale et des réponses à donner aux grands problèmes diplomatiques. Le premier de ces problèmes, celui qui fut toujours au centre des discussions des congrès socialistes c'est le pacifisme. Déjà, avant 1920, le parti possédait une longue tradition de lutte contre les conflits armés. Mais, cette tradition était ambiguë, étant donné la diversité (et souvent l'incompatibilité) des sources du socialisme français. Au-delà des résolutions des congrès socialistes internationaux qui défendaient aux sections de l'Internationale de participer à la guerre bourgeoise³, le jaurésisme apporte la tradition patriotarde des soldats de l'An II, de la Montagne de 1848 et d'une Commune qui ne se résout pas à la défaite contre l'ennemi prussien. Il y a enfin — déjà — l'influence de l'enseignement primaire républicain après 1870 qui, par le truchement d'instituteurs souvent proches d'un socialisme mâtiné de radicalisme, imprègne les petits Français des classes ouvrière et petite bourgeoise d'un esprit de revanche qui ne pourra disparaître qu'avec le retour de l'Alsace-Lorraine. Après la participation massive et sans équivoque des socialistes à la guerre de 1914-1918, un nouveau courant pacifiste émerge qui se superpose à des traditions plus anciennes. C'est celui des « minoritaires » (dont les chefs de file sont : P. Faure, A. Pressemane, J. Longuet, A. Dunois) qui ont définitivement conclu que tout vaut mieux que la guerre. Toute une génération avait été traumatisée au front par les terrifiantes techniques de destruction, par l'absurdité d'un carnage mutuel. Pour ceux-là, le pacifisme est plus qu'un mot d'ordre, c'est une mystique.

Dans la « vieille maison » d'après 1920, le pacifisme ne fait pas de problème, tout le monde est d'accord pour demander le désarmement général et simultané, l'arbitrage international obligatoire et l'existence d'une SDN qui soit une association des peuples. La décennie 1920-1930 est celle des illusions... mais aussi de l'unanimité. Entre les diverses tendances de la SFIO — Vie socialiste, Bataille socialiste, le Centre — seules des nuances subsistent tenant à un vocabulaire plus ou moins doctrinaire. Au cours de la décennie suivante, par contre, tout est remis

³ Cf. les congrès de Paris (1889), de Bruxelles (1891), de Zurich (1894), de Londres (1896), de Paris (1900) et de Stuttgart (1907).

en cause. Douze ans après le Traité de Versailles, au (second) Congrès de Tours de 1931, force est de constater que la paix n'est pas encore assurée, le désarmement réalisé, l'arbitrage institutionnalisé. Bien qu'une motion de synthèse y fût votée, les explications de vote font apparaître des divergences qui ne font que s'amplifier dans les années suivantes. Léon Blum, par exemple, qui n'a cessé de lutter pour le désarmement et les solutions pacifiques des différends internationaux, fait adopter à ce congrès une résolution qui n'exclut pas la défense nationale. Il est vrai qu'une motion concurrente avait été déposée par des « pacifistes intégraux » et qui demandait qu'en aucun cas les socialistes n'y participent⁴. Quoiqu'elle n'obtint que 471 mandats sur 3 854, on ne peut soutenir que ses auteurs se fussent placés en dehors de la famille socialiste. Il est même sûr qu'ils avaient la sympathie d'une grande masse des militants qui avaient décidé de suivre Paul Faure, le secrétaire général du parti, sur la voie de la conciliation. C'est ainsi qu'au seuil d'une période qui allait connaître des sanglants conflits (depuis la guerre sino-japonaise jusqu'à l'invasion de la Pologne), le mouvement socialiste français se trouve divisé sur le problème de la guerre et de la paix, du nationalisme et de l'internationalisme et sur la question concrète de la participation à la défense nationale et du vote des crédits militaires. Aussi bien, le clivage suit-il la division entre les pacifistes et ceux qu'on appelait les « bellicistes »⁵.

Sous l'apparence d'une unité de façade (celle des résolutions nègre-blanc des congrès et conseils nationaux) l'unité du parti est, dès le début des années 1930, profondément minée. Les réflexes et les réponses divergent (et s'excluent mutuellement) face à tous les prodromes de la marche à la guerre. Que ce fût pour évaluer l'idéologie fasciste et national-socialiste ou pour décider d'une tactique devant les tentatives de rapprochement avec l'Italie, la crise éthiopienne ou la Guerre d'Espagne, il n'y a plus unanimité. Dorénavant chacun se situe en vertu d'un dualisme bien tranché ; les uns voudront arrêter les initiatives des pays fascistes, constituer des blocs diplomatiques et militaires, les autres s'opposeront à toute politique dite de fermeté : ils préconiseront de négocier avec Hitler, avec Mussolini et ne se départiront plus de cette position.

À la vérité, les deux courants opposés de la SFIO pouvaient tous deux se prévaloir, avec autant de légitimité, de la « tradition socialiste ». Tous deux avaient leurs racines dans l'histoire révolutionnaire du XIX^e siècle. Le courant jacobin et le courant pacifiste (ce dernier relayé et fortement influencé par le marxisme à la fin du siècle dernier) avaient cheminé souterrainement jusqu'à la Première Guerre mondiale. La Grande Guerre, en même temps qu'elle marquait la défaite du pacifisme socialiste⁶ puisque le parti avait été unanime pour participer à la défense nationale (tous les députés SFIO votant les crédits de guerre), paradoxalement redonnait vie et vigueur à un nouveau courant pacifiste. Celui-ci, largement minoritaire au début du conflit, devient majoritaire en octobre 1918. Une fraction de ce courant va se retrouver dans la « vieille maison » après la scission de 1920 ;

⁴ Congrès de Tours (1931), *Compte rendu sténographique*, p. 412.

⁵ Partisans de la défense militaire du territoire national.

⁶ Jules Guesde, chef de file des internationalistes orthodoxes, ne fit aucune difficulté pour siéger au gouvernement.

elle sera gonflée plus tard par l'arrivée de nouveaux militants qui avaient vécu la guerre de 1914 et pour qui, d'emblée, le socialisme coïncide avec le pacifisme. Ceux-là suivront leurs chefs de file (Faure, Séverac, Le Bail...) pour applaudir à une politique d'apaisement qui ne reculerait devant aucune concession. Il faut ajouter que la propagande pacifiste du parti, encore vigoureuse au début des années 1930, contribue à confirmer ces militants dans leurs convictions auxquelles elle donne, en quelque sorte, le sceau de la légitimité socialiste⁷.

Mais, si le pacifisme s'identifie aux yeux de beaucoup avec le socialisme, un certain patriotisme doublé d'une méfiance invétérée envers l'Allemagne ne fait pas figure de corps étranger non plus à la SFIO. Sans remonter à la tradition jacobine de la Révolution française ni même aux ambiguïtés d'un Jaurès qui enfermait patriotisme et internationalisme dans un même apophtegme, il suffit de se reporter à l'exemple de l'Union sacrée dont témoigne, dans le parti, la présence d'un Jules Guesde (mort en 1923), Albert Thomas, Léon Blum enfin. Ce dernier affirmait dans son discours au Congrès de Tours (1920), véritable défense et illustration du socialisme français traditionnel, que « même en régime capitaliste, le devoir international et le devoir national peuvent coexister dans une conscience socialiste... Le refus, l'abstention de la défense nationale [n'est pas] non plus un devoir absolu et inconditionné pour les socialistes... Il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes⁸ ».

Au-delà des prises de position diamétralement opposées, il y a donc ambiguïté, voire contradiction à l'intérieur même du fonds doctrinal et historique du socialisme français. Août 1914 fut le premier rocher sur lequel le vaisseau socialiste se heurta ; la coque fut tant bien que mal colmatée. En juillet 1940, à Vichy, c'est l'échouement. Mais, cette fois, la nef est brisée.

À l'Assemblée Nationale de Vichy, 90 parlementaires socialistes votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, 36 seulement les refusent et autant s'abstiennent volontairement. Bien qu'il ne faille pas y voir le reflet exact du parti (ni même de son électorat)⁹ force est de constater que l'opposition entre pacifistes et « bellicistes » avait été fatale au parti : elle l'avait déjà profondément ébranlé en 1935, date du Pacte franco-soviétique ; malgré les miracles accomplis par les spécialistes de la procédure¹⁰, le fossé n'avait pas cessé de s'élargir au fur et à mesure des événements internationaux : attaque de l'Éthiopie par l'Italie, guerre d'Espagne, remilitarisation de la Rhénanie, accords de Munich, occupation de la Tchécoslovaquie, attaque de la Pologne. Ce qui explique qu'en juillet 1940, à la veille du

⁷ Voir, par exemple, A. COMPÈRE-MOREL, *La civilisation en péril. Aux hommes et aux mères des hommes*, Paris, 1930 ; préface de Léon Blum.

⁸ *Le congrès de Tours*, présenté par A. KRIEGLER, Paris, 1964, pp. 131-132 (Coll. « Archives »). Lorsqu'on lui demande de préciser, Blum cite l'hypothèse d'une agression caractérisée (*ibid.*).

⁹ Parmi les adhérents, au contraire, une légère majorité des partisans de la fermeté se dégageait à la veille de la guerre. Cf. R. GOMBIN, *Les socialistes et la guerre. La SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*, Paris-La Haye, 1970.

¹⁰ Ainsi de la « motion Rivière » qui obtint au Congrès de Nantes de 1939 (le dernier qui se tint), la quasi-unanimité des mandats alors que la C.A.P. (organe de direction du parti) qui en fut issue, était divisée en deux blocs inconciliables.

scrutin dramatique de Vichy, il n'y eut même pas de dernier affrontement entre les deux fractions. Le parti, moribond depuis longtemps déjà, était prêt à expirer. Il rendit l'âme sans secousses ¹¹.

III – LES PROBLÈMES DE L'APRÈS-GUERRE

On sait qu'un nouveau parti s'était reconstitué dans la Résistance autour de quelques personnalités ¹². Il en sortira, à la Libération, un socialisme non pas neuf ni même tout à fait renouvelé mais *décalé* par rapport aux positions d'avant-guerre. Dans les années suivantes, ce décalage ne fait que se confirmer. Le centre de gravité à la fois sociologique et politique se déplace. Cette translation permet de hasarder quelques explications.

Nous avons vu, à la veille de la guerre, un parti en état de virtuelle scission, miné par un débat de politique étrangère qui touchait, à y regarder de près, à l'être même du socialisme. Il s'agissait ni plus ni moins, à travers un conflit relatif aux problèmes internationaux de l'époque (pactes, blocs, aide à l'Espagne républicaine, négociations avec Hitler, convention militaire avec l'URSS, etc.), de se prononcer sur des thèmes fondamentaux qui concernaient les rapports des socialistes avec l'État, l'Europe non socialiste et la collaboration des classes. La querelle Guesde-Jaurès s'éternisait : fallait-il rester étranger aux conflits de la bourgeoisie ou, au contraire, y prendre part pour défendre le point de vue du prolétariat ? Un socialiste français pouvait-il, d'autre part, demeurer insensible à l'invasion de son pays par une armée étrangère ? C'était là, avant la guerre, le fond du débat et nous avons vu que la tradition que tout le monde invoquait était multiforme, ambiguë, sujette à des interprétations contradictoires.

Par ailleurs, il n'y a pas eu, à l'intérieur de la SFIO, de débat approfondi ni d'innovation dans le domaine de l'idéologie ¹³ comme cela avait été le cas dans les partis socialistes avant 1914. Les alignements se sont faits selon des lignes tracées par avance, d'après des schémas cristallisés depuis longtemps et défendus par des leaders populaires et respectés.

Ce ressourcement idéologique, qui avait fait défaut dans les années 1930, allait-il avoir lieu à la Libération ? Il n'en fut rien. Le parti tout entier devait s'identifier avec le courant centriste, représenté avant la guerre par Léon Blum, Vincent Auriol, Jean Lebas, etc. (mais Blum lui-même devait évoluer par rapport à ses propres positions de naguère). Il s'agissait d'un socialisme français où le deuxième terme l'emportait sur le premier, plus proche du radicalisme que de la Deuxième Internationale d'avant 1914. Au Congrès de 1945, Blum ne faisait que tirer les

¹¹ Tous les témoignages concordent sur ce point. Voir D. LIGOU, *Histoire du socialisme en France*, Paris, 1962.

¹² Sur cette période de l'histoire de la SFIO, encore très mal connue, cf. D. MAYER, *Les socialistes dans la Résistance*, Paris, 1968 et G. ROSSI-LANDI, *La drôle de guerre*, Paris, 1971.

¹³ Une exception cependant : Jean Zyromski, leader de la tendance « Bataille Socialiste ». Il avait tenté de justifier sa position de fermeté par un raisonnement marxiste ; on trouvera ses idées exposées dans la *Bataille Socialiste* de mars 1938. Mais il ne semble pas que son souci d'innovation idéologique ait impressionné beaucoup de militants. Pendant la guerre, Zyromski est passé au Parti communiste qu'il ne quitta plus.

conséquences de toute l'évolution du parti lorsqu'il demandait qu'on s'acheminât vers un travaillisme français qui fasse justice, en doctrine et non plus seulement en fait, aux sentiments patriotiques, au ministérialisme, au municipalisme, à la politique de collaboration des classes, bref à toute une idiosyncrasie qui était devenue celle de l'immense majorité des socialistes français.

Certes, avant la guerre, ces facteurs ne caractérisaient pas seulement le jaurésisme dont, en gros, les partisans de la fermeté face aux dictatures fascistes se réclamaient. Malgré une grande intransigeance idéologique, surtout verbale, les guesdistes n'étaient pas loin de partager le *réformisme* de leurs frères ennemis. En 1936 ils n'ont guère fait de difficultés pour admettre le gouvernement de front populaire et même y siéger¹⁴. Par contre, ils ne voulurent guère transiger sur leur *pacifisme*. Celui-ci, d'ailleurs, fut plus fort même que leur socialisme puisqu'en son nom beaucoup de paulfauristes n'hésitèrent pas à se compromettre avec Vichy. Au fond, les arguments de doctrine (l'abstention traditionnelle dans le vote des crédits militaires, la non-participation à la guerre bourgeoise et à sa défense nationale) furent invoqués non *per se* mais pour étayer un pacifisme qui n'avait rien de révolutionnaire¹⁵.

La fraction pacifiste ayant été définitivement compromise sinon éliminée, on reste, en 1944, entre socialistes fort soucieux de s'intégrer dans la vie politique nationale¹⁶. Blum, nous l'avons dit, s'était montré conséquent en voulant ouvrir le parti aux radicaux et même aux catholiques de gauche. Loin d'innover, il constatait l'évolution du parti et tirait les conséquences *politiques* qui s'imposaient pour le sauver d'un déclin inévitable. Conséquemment, la motion de Guy Mollet au Congrès de 1946 qui réaffirme avec force les thèses guesdistes traditionnelles et se montre d'une orthodoxie impeccable jusque dans sa formulation, ne fut rien d'autre qu'une manœuvre de pure tactique. Il s'agissait, pour lui et ses amis de déloger les dirigeants, blumistes avérés, et conquérir la direction du parti, quitte à mener, par la suite, une politique plus en diapason avec les aspirations réelles de la base militante et de la clientèle électorale. Bien que guesdiste à l'origine (membre de la fraction « Bataille Socialiste » avant la guerre), Guy Mollet allait élaborer et même instrumenter une politique conforme à ce « glissement » sociologique dont nous avons parlé plus haut. Il devait tenir compte de l'existence d'un parti communiste rassemblant entre le quart et le tiers du corps électoral et qui rognait sans cesse la base ouvrière de la SFIO. « Coincé », enfin, entre un parti ouvrier à l'extrême-gauche et des formations centristes (MRP, UDSR, parti radical) dont le libéralisme économique (et le cléricanisme pour le MRP) attirait la moyenne bourgeoisie de l'industrie et du commerce, le parti socialiste n'avait plus qu'à con-

¹⁴ À commencer par Paul Faure. Marceau Pivert, « gauchiste » intransigeant, finit aussi par rejoindre l'équipe gouvernementale.

¹⁵ Le « défaitisme révolutionnaire » de la Gauche révolutionnaire de M. Pivert était, malgré la violence de la rhétorique, plus proche du pacifisme que de la révolution. Cf. R. GOMBIN, *op. cit.*, p. 247-248.

¹⁶ Les oppositions « gauchistes » ont vite été expulsées (Jeunesses Socialistes, « Bataille Socialiste »). Il restait M. Pivert qui faisait figure de l'éternel enfant terrible du parti, mais il ne réussira pas à former une véritable fraction et son opposition à la politique internationale du parti sera toute platonique.

solider ses assises, déjà amorcées avant 1939, parmi les fonctionnaires qui représentaient une catégorie sociale de plus en plus nombreuse et de plus en plus homogène dans ses réactions politiques.

Cette nouvelle base socio-professionnelle allait, évidemment, entraîner des conséquences importantes quant à la politique interne du parti (notamment le *planisme* auquel, avant la guerre, les socialistes étaient restés indifférents dans leur grande majorité allait être haussé au niveau d'une philosophie économique et sociale). Pour ce qui est de la politique étrangère, on ne trouvera plus guère de conflits tenant au pacifisme des uns, au « bellicisme » des autres. La SFIO va pratiquer dorénavant une politique « nationale », c'est-à-dire qui veut tenir compte des « intérêts de la France » sans que l'idéologie, fut-ce un marxisme édulcoré, y soit pour quelque chose. Le vote des crédits militaires ne pose plus de problèmes non plus que la politique des pactes. Il n'y a plus de tendances formées sur des lignes de clivage tenant à la politique internationale : celles-ci suivront les divergences de politique intérieure (acceptation du gaullisme, alliance avec les communistes) ou les conflits de pouvoir à l'intérieur du parti (la formation du PSA (Parti socialiste autonome) devait beaucoup à la pérennité d'une équipe dirigeante impossible à déloger.

IV – UN ATLANTISME DE BON ALOI

L'arrière-fond des motivations en matière des relations internationales ce ne sera plus la doctrine et la tradition socialistes mais l'appartenance à un camp, le camp occidental. L'opportunité de telle ou telle prise de position sera fonction de l'attachement profond des militants SFIO à ce camp. On peut dire qu'aussi longtemps que le parti devait exister dans sa structure ancienne et avec ses dirigeants de 1946 (c'est-à-dire jusqu'en 1969) ses relations avec le communisme et le monde soviétique constituaient le facteur ultime qui décidait de sa politique internationale. Pour comprendre et pour suivre cette politique depuis la guerre, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'un parti entièrement intégré dans la nation et dans le système socio-économique ambiant et que ses évolutions dans le firmament politique des IV^e et V^e Républiques étaient réglées en fonction de la galaxie communiste¹⁷. Au-delà de ces considérations *structurelles*, pourrait-on dire, intervenaient, bien sûr, des facteurs d'ordre conjoncturel qu'on tentait de présenter le plus souvent comme la cause efficiente de telle mesure politique.

Il est vrai qu'entre 1944 et 1947 les jeux ne sont pas encore faits, du moins en apparence. Jusqu'en 1947, le parti avait essayé de lutter contre le partage du monde en deux : paradoxalement, cette politique avait cours soit lorsque la direction était aux mains de la « droite » du parti (D. Mayer, G. Jaquet) soit lorsque l'influence de celle-ci était encore prédominante (entre le congrès de 1946 et mai 1947).

L'orthodoxie était alors défendue par la nouvelle direction, élue au congrès

¹⁷ J. JULLIARD va jusqu'à soutenir que les idées de la SFIO ont constitué l'idéologie dominante de la IV^e République (*La IV^e République*, Paris, 1968, p. 101).

de 1946 sur une motion guesdiste et il est certain qu'il y eut des tentatives pour faire revivre les thèmes socialistes traditionnels. D'autant que l'extrême-gauche du parti, participant de l'ardeur révolutionnaire de l'immédiat après-guerre, avait encore un certain poids. Pendant cette première période, la SFIO réclame la constitution des États-unis socialistes d'Europe, devant figurer une troisième force internationale qui pût permettre à la France de rester neutre dans le conflit, latent déjà, des deux blocs. Quels qu'eussent été les sentiments réels des dirigeants SFIO, le neutralisme fut la politique du parti entre 1944 et 1947¹⁸. Durant cette période certains espoirs subsistaient de reconstruire l'Internationale avec les partis socialistes de l'Europe de l'Est avec lesquels des contacts existaient. Des réserves à l'endroit du plan Marshall furent même formulées. Mais il n'y avait dans cette attitude rien d'idéologique ; elle fut entièrement commandée par des préoccupations politiques voire électoralistes. On est alors en période de tripartisme et la crainte est réelle de perdre des voix au profit du PC. Mais dès l'été 1947, en même temps que s'amorce la guerre froide à l'échelle internationale, la SFIO, après avoir expulsé les ministres communistes du gouvernement, approuve le plan Marshall (juin 1947). Le durcissement se fait sentir d'ailleurs à l'intérieur même du parti : la direction (trotskyste) des Jeunesses est exclue en bloc¹⁹ et bientôt la Bataille Socialiste. Pendant deux ans encore des voix divergentes se feront entendre et peut-être écouter par certains²⁰, mais au 26 avril 1949, lorsque le groupe SFIO à la Chambre approuve la signature du Traité Atlantique-Nord à l'unanimité, la mue est définitivement accomplie qui fera de la SFIO un défenseur ardent du monde occidental.

Dans les motivations qui vont influencer sur la politique étrangère du parti, l'anticommunisme tient une part prépondérante. Certes, il s'agit bien, officiellement, de s'opposer à l'« impérialisme russe », de freiner l'« expansion soviétique » dans le monde après le coup de Prague et l'attaque contre la Corée du Sud : l'abandon du neutralisme sera expliqué de la sorte et le pacte atlantique²¹. Mais l'ennemi qu'on craint le plus c'est le parti communiste français. La politique étrangère ne sera en quelque sorte qu'une projection sur la scène internationale de l'anticommunisme sur le plan intérieur. Que la crainte du rival communiste ait provoqué la politique atlantique de la SFIO, la plupart des observateurs ne se lassent de le reconnaître²².

¹⁸ Voir le témoignage d'A. PHILIP, *Les socialistes*, Paris, 1967, p. 142-156.

¹⁹ Sur les Jeunesses et leurs positions politiques, cf. G. DUCARROY : « La SFIO, le blumisme ou le molletisme » dans *Perspectives socialistes*, N° 23 d'avril 1959.

²⁰ L'opposition à la politique « occidentale » est surtout exprimée par les voix de Tanguy-Prigent et Pivert. On pourra se reporter à l'article de ce dernier : « U.S.A.-Europe-U.R.S.S. : la position socialiste » dans *La revue socialiste*, décembre 1947. Cf. aussi « Pour ou contre le plan Marshall ? Le point de vue socialiste » dans *Bulletin intérieur* de la SFIO d'avril 1948, qui défend le point de vue des dirigeants.

²¹ O. ROSENFELD : « Les lignes générales de la politique internationale du socialisme » dans *La revue socialiste*, avril 1954.

²² Cf. par exemple C. HURTIG, *op. cit.*, p. 6 ; C. WILLARD, *Socialisme et communisme français*, Paris, 1967, p. 145. Daniel Ligou est plus net encore : « La quasi-totalité de la SFIO considère, en effet, le communisme comme un péril plus redoutable que le capitalisme libéral » (*op. cit.*, p. 561. Cf. aussi p. 514).

Les sources de cet anticommunisme sont lointaines ; dès les premières années après la révolution soviétique, plus d'un socialiste condamne ouvertement les pratiques autoritaires voire déjà totalitaires du régime bolchevique²³. Mais, jusqu'en 1936, le parti communiste n'apparaît, tout au plus, que comme un extrémisme, irritant certes mais point trop dangereux. 1936 constitue une année décisive : alors qu'aux élections du 3 mai, les socialistes perdent près de 100 000 voix (si l'on ne prend pas en ligne de compte les apparentements) les communistes doublent les leurs, passant de 738 000, aux élections de 1932, à 1 469 000 voix. La montée du PC est encore plus nette en ce qui concerne les adhérents : d'un minuscule parti, en 1930, il rattrape la SFIO, en 1936, et la dépasse en 1937 (291 000 membres pour la première formation, 280 000 pour la seconde ; il s'agit de chiffres fournis par les partis eux-mêmes). C'est entre 1936 et 1940 que l'anticommunisme prend corps au sein du parti socialiste et revêt des expressions à la fois plus extrêmes et plus concrètes que pendant la période précédente. On sait qu'en 1939 les députés SFIO votent la déchéance des parlementaires communistes et il ne fait pas de doute que maint ralliement socialiste à Vichy a été motivé par la position du régime à l'égard du communisme.

Cette tendance au déséquilibre tant sur le plan militant qu'électoral continue encore après la guerre et toujours au détriment de la SFIO. La grand-peur de la SFIO jusqu'en 1969 aura été de se faire progressivement « rogner » sur sa gauche. Ces considérations de clientèle et de politique intérieure jointes aux changements dans la composition sociologique du parti nous aident à comprendre une politique étrangère systématiquement tournée vers l'allié américain et vers la défense diplomatique et militaire de l'Occident.

C'est ainsi que dès 1948-1950 le glissement du neutralisme à la communauté atlantique est sensible. Après le plan Marshall (juin 1947), le parti approuve la création de l'O.E.C.E. (avril 1948), la signature du « Pacte de Bruxelles » (mars 1948), la Charte de Londres (mai 1949).

V - DE LA DÉFENSE DE L'OCCIDENT À L'EUROPE DES SIX

La politique européenne à son tour, bien que d'une manière moins immédiate, s'éclaire à la lumière de cet anticommunisme. Certes, des raisons plus proprement idéologiques sont avancées pour expliquer l'« idée européenne » telle que la SFIO la conçoit : nous y reviendrons plus loin. Dès la Libération cependant la question européenne est intimement liée à la politique occidentale. Pour des hommes ayant vécu le premier après-guerre, il va de soi que la reconstruction de la France doit s'effectuer (pour des raisons de rentabilité économique et financière) dans le cadre de l'Europe. Léon Blum, qui défendait déjà ce point de vue en 1919, le reprend dès 1945. Il lui paraît normal que la France doive bénéficier de l'aide américaine et il est convaincu qu'elle serait plus rationnellement utilisée dans le cadre européen.

²³ Nous manquons encore d'une étude exhaustive sur le sujet. Pour une première approche on pourra consulter N. RACINE : « Le parti socialiste (SFIO) devant le bolchevisme et la Russie soviétique, 1921-1924 » dans la *Revue française de science politique*, XXI, N° 2, avril 1971.

C'est ainsi que, dès le départ, l'internationalisme et l'idée européenne recèlent chez les dirigeants SFIO davantage le souci de gestion économique que d'observance des principes socialistes ²⁴. L'Internationale socialiste reconstituée repousse d'ailleurs toute concertation politique et toute structure contraignante en son sein ; selon les termes d'A. Grosser seul l'anticommunisme constitue un lien vraiment solide entre les divers partis socialistes ²⁵.

Ce n'est donc pas par hasard que ce fût Léon Blum qui ait été envoyé comme émissaire du gouvernement français aux États-Unis (1946) pour solliciter des prêts financiers. Dès octobre 1948, il reconnaît, dans le *Populaire*, que le plan Marshall est un catalyseur pour l'unité européenne. Mais, comme après la Première Guerre mondiale, il visait surtout une Europe comme entité économique plus facilement acceptable pour le créancier américain.

À la vérité, toutes les propositions socialistes d'unité économique contenaient, dès le départ, une certaine ambiguïté. Construire l'Europe pouvait relever d'une volonté d'indépendance vis-à-vis de l'Amérique du Nord et seules les dimensions européennes le permettaient. Les déclarations officielles allaient dans ce sens, encore en 1948 ²⁶. Mais l'acceptation du plan Marshall rendait l'idée de la Troisième force européenne illusoire. Car, comme le fait remarquer Byron Criddle ²⁷, la « neutralité européenne » ne pouvait réussir sans argent américain. D'ailleurs, la participation de la SFIO aux querelles de la guerre froide met fin à cette ambiguïté. Après 1948, la question de l'Europe se confond avec celle de sa défense et l'Europe, dans le vocabulaire socialiste, devient l'Europe de l'Ouest. L'Europe se fera contre l'Union soviétique.

Aussi bien, lors de la discussion du pacte de l'Atlantique, il ne reste pas grand-chose de la « Troisième force européenne » et d'ailleurs l'anticommunisme croissant des militants socialistes les conduit à se ranger, dans leur immense majorité, derrière leurs dirigeants. La défense de l'Occident apparaît non plus en filigrane, mais en plein jour, comme la justification de la politique tant européenne qu'atlantique de la SFIO, et cela, dès la fin de 1949. C'est pourquoi même les projets, déjà ambigus nous l'avons vu, d'intégration européenne sont mis en sourdine à partir de l'année suivante et on ne parlera plus pendant longtemps que d'intégration « fonctionnelle », formule qui se situe aux antipodes des « États-Unis socialistes d'Europe ».

Au cours des années 1950, c'est la justification théorique des positions politiques du parti qui subit elle-même une « correction » par rapport aux thèses classiques et correspond bien à la consécration en doctrine de ce « glissement » dont nous avons parlé. Désormais on va argumenter que la paix ne peut être ni une paix à tout prix ni une paix imposée par l'URSS. Ce ne peut être qu'une paix « négociée et organisée ». Donc une paix à partir d'une position sinon de force du moins d'équilibre des forces. La tradition que l'on cite en exemple, c'est celle d'un Jules Guesde entrant dans le gouvernement d'Union sacrée. Mais de cette

²⁴ B. CRIDDLE, *Socialists and European Integration*, Londres, 1969, p. 32.

²⁵ *La IV^e République et sa politique étrangère*, Paris, 1967, p. 118.

²⁶ *Bulletin Intérieur*, avril 1948.

²⁷ *Op. cit.*, *passim*.

circonstance exceptionnelle (la guerre) on passe à une pratique courante et on l'érige en un modèle à suivre même en temps de paix²⁸. Le non-engagement est jugé irréaliste dans un monde où l'expansionnisme russe ne recule devant aucun acte belliqueux. Guy Mollet est persuadé tout au long des années 1950 et 1960 que, si l'URSS se contente de conflits limités et de subversions internes en Europe et ailleurs, c'est grâce à l'existence de l'OTAN et à la présence des troupes américaines²⁹.

L'alignement sur les États-Unis va très loin puisque le parti n'y voit pas simplement un bouclier contre une éventuelle agression soviétique mais aussi un modèle politique à imiter. Ce « grand peuple ami » a non seulement su construire une démocratie véritable mais en outre il est profondément pacifique et respectueux de la charte de l'ONU et des grands principes moraux³⁰. Cette admiration et cette fidélité à l'allié américain ont été largement reconnues et appréciées à leur juste valeur aux États-Unis mêmes. Un auteur va jusqu'à écrire que l'attitude « occidentale » de la SFIO a été plutôt meilleure pour les États-Unis que celle des autres partis français et que c'est une consolation pour Washington que d'avoir des amis jusque dans les partis français d'opposition³¹.

L'affaire de Suez de 1956 confirme, si besoin était, la totale désaffection de la SFIO de l'après-guerre de toute considération idéologique. Et le fait que Guy Mollet l'ait justifiée comme ayant été un « réflexe antimunichois »³² ne contredit pas son souci de mener une politique « nationale » détachée des positions internationales d'antan.

Le problème du réarmement allemand ne sort guère, lui non plus, du cadre de notre analyse. La constitution d'une armée incluant des bataillons allemands a profondément divisé le parti. Certains avaient prophétisé une scission imminente, d'autres ont cru voir renaître des vieux réflexes pacifistes³³. En réalité, c'est un très vieux réflexe de méfiance invétérée envers l'Allemagne qui a joué. Comme d'autres partis français, la SFIO s'est divisée sur l'appréciation d'une renaissance du militarisme allemand. À l'antigermanisme des uns (D. Mayer, F. Leenhardt) s'oppose non pas la germanophilie mais une méfiance plus grande encore de la Russie soviétique des autres (G. Mollet, G. Jaquet, F. Gouin, A. Philip). Ceux-ci ne voyaient de choix qu'entre la neutralisation des deux Allemagnes proposée par les Soviétiques et la réunification, d'une part, et le « sauvetage » de l'Allemagne de l'Ouest par sa remilitarisation, d'autre part. En se prononçant pour la CED on plaçait le danger russe avant le danger allemand³⁴. Le conflit³⁵ portait sur

²⁸ G. MOLLET, *Bilan et perspectives*, Paris, 1958.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibid.*, pp. 16 et 17. Cf. aussi G. MOLLET : « France and the Defence of Europe » dans *Foreign Affairs*, 32, 3, avril 1954.

³¹ G. A. CODDING : « The French Socialist Party and the West » dans *Orbis*, IV, 4, hiver 1961.

³² G. MOLLET, *Bilan et perspectives*, *op. cit.*, p. 31.

³³ A. PHILIP, *op. cit.*, p. 151.

³⁴ B. CRIDDLE, *op. cit.*, p. 66.

³⁵ Aigu puisque, au Congrès de 1954, 1 969 mandats se sont portés sur la CED, 1 215 contre ; en fait, la majorité des fédérations étaient contre (47 contre 42 dont les « quatre grandes ») mais la majorité des députés SFIO y étaient favorables (53 contre 50 et une abstention).

l'appréciation respectivement du danger russe et allemand et la division ne se fit pas selon des lignes idéologiques ou même politiques (gauche-droite). D'ailleurs, dès l'année suivante, l'unité se refait aisément et, fin 1955, l'intégration dans l'Europe des Six est décidée.

On a voulu voir dans la politique européenne de la SFIO, après l'aventure de la CED, une résurgence des thèmes socialistes classiques. Cette résurgence aurait trouvé son zénith dans le slogan de « l'Europe des Peuples », que le parti devait opposer à celui, gaulliste, de « l'Europe des patries ». Il importe de revenir, pour voir ce qui en était, sur les origines socialistes de l'idée européenne. Nous avons vu que pour Léon Blum déjà, la construction de l'Europe et l'aide américaine devaient s'harmoniser dans une de ces synthèses dont il avait le secret. En réalité, la théorie européenne d'après-guerre n'était pas d'essence socialiste et des gardiens fidèles du passé comme M. Pivert ne s'y étaient pas trompés qui lui opposaient la supranationalité, le neutralisme politique, etc. Les origines de l'idée européenne telle qu'on la trouve préconisée après la guerre remontent à un groupe marginal de la SFIO composé d'intellectuels, la « Révolution constructive ». Ce groupe se préoccupait de questions économiques et, sur le plan politique, se situait plutôt à la droite du parti. Dès le début des années trente, ses membres étaient favorables à un plan économique dont ils attendaient la solution des problèmes sociaux voire politiques de l'heure ³⁶.

Cette conception d'un socialisme humaniste largement ouvert sur les questions de rationalité économique devint beaucoup plus populaire dans la SFIO de l'après-guerre. A. Philip, économiste de profession, apparaît alors comme le théoricien officiel. Son intérêt pour le révisionnisme remonte à loin puisqu'il fut, en France, un des premiers à propager les idées d'Henri de Man ³⁷. Dans la conception d'Henri de Man qu'André Philip continue et développe après la guerre, le socialisme est étiré entre deux pôles : le pôle idéologique et le pôle économique. D'une part, la doctrine s'étiole en éthique quasi religieuse, d'autre part, le souci d'améliorer le sort des masses aboutit à des impératifs d'efficacité économique qui ne sont pas exempts d'un certain technocratisme. Dans cette perspective, Philip réclame la constitution d'un *grand marché* aux dimensions de l'Europe. Une telle unité économique, outre qu'elle représente un partenaire adéquat pour l'économie américaine, serait aussi la solution la plus rationnelle pour la dimension des entreprises, la quantité de production, la diversification de la consommation. Enfin, une Europe économique permettra aux pays membres de ne plus subir passivement les fluctuations de la balance des paiements américains.

Ces arguments ont été à la base de la doctrine européenne de la SFIO et notamment de la proposition d'une Union européenne. Malgré le caractère idéologique qu'on a voulu donner à cette doctrine (notamment en fondant le mouvement de la Gauche européenne), il s'agit, en dernier ressort d'une argumentation économique. Il en découle une approbation chaleureuse des « intégrations fonctionnelles » (Euratom, CEEA, CEE). On comprendra pourquoi l'intégration européenne

³⁶ Cf. P. BOIVIN et al., *La révolution constructive*, Paris, 1932.

³⁷ Notamment dans son livre *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, Paris, 1928.

dans le cadre du Marché commun n'a rencontré que peu d'opposition dans le parti alors qu'elle pose des problèmes du point de vue du socialisme traditionnel. C'est le gouvernement de Guy Mollet qui négocie et instrumente le traité de Rome instituant le Marché commun. En mars 1957, il n'était question, du moins concrètement, que d'une union douanière et de mesures de politique économique commune. Quant aux prolongements politiques de l'Europe des Six, il est difficile de dire avec exactitude quelle était la position de la SFIO. Certes, les socialistes se proclamaient partisans d'une Assemblée européenne élue, d'un Conseil des ministres européen prenant des décisions à la majorité des voix, etc. Mais il ne semble pas qu'on allât, à ce moment-là, au-delà d'un vœu pieux et notamment qu'on fit des efforts pour réaliser ces « États-Unis socialistes d'Europe » qu'on avait tant réclamés en 1944-1947³⁸.

VI – LA SFIO ET LA DÉFENSE DE LA FRANCE

Il est indubitable que durant les années 1955-1960, la SFIO est aux antipodes de son internationalisme traditionnel. La politique extérieure de Guy Mollet, président du Conseil en 1956-1957, exprimait dans le concret une humeur nationaliste diffuse dans le parti, voire dans le pays. Le règlement indochinois, la guerre d'Algérie et, surtout, la désaffection de l'opinion internationale à l'égard de la politique coloniale française avaient fait naître un sentiment de frustration et d'injustice qui sont en général les prodromes des politiques nationalistes à outrance, voire des entreprises fascistes. L'expédition de Suez semble avoir été le résultat de cette humeur. Elle marquait une volonté de mettre fin aux « replis et défaites » à l'extérieur : elle relevait de la politique de la canonnière et d'une nostalgie des temps où la France était forte et respectée³⁹. Aussi bien ne faut-il pas s'étonner que Guy Mollet accueillît avec plaisir l'arrivée de de Gaulle au pouvoir et sa vision du rang à faire recouvrer à la France.

Lorsque la SFIO passe à l'opposition il ne s'agit que de problèmes intérieurs, notamment de l'opportunité de la dévaluation. C'est progressivement que s'affirme aussi une opposition plus large, comprenant aussi les problèmes internationaux et, bientôt, la mise en cause du régime lui-même. On peut difficilement faire la part de l'opportunité politique d'un programme se démarquant en tout point de la politique gouvernementale, de l'opposition réelle dans le parti à une politique internationale dont on semblait cautionner, dès le départ, les prémisses. Toujours est-il qu'au début des années 1960, la SFIO paraît être revenue de sa phase de nationalisme aiguë. Elle prend position contre l'Europe des patries et l'anti-américanisme du régime. L'anticommunisme et la haine de l'Union soviétique sont toujours à la base de cette opposition. On fait valoir que de Gaulle démantèle

³⁸ La discussion du Traité de Rome, à l'intérieur du parti, se fit en termes d'opportunité économique. Cf. B. CRIDDLE, *op. cit.*, p. 82-84. C'est le PC qui, vers 1956-1957, reprend les arguments socialistes classiques contre l'Europe des Six (« Europe cléricalle et réactionnaire »).

³⁹ Cette thèse est développée, avec justesse à mon avis, par A. WERTH dans *La France depuis la guerre (1944-1957)*, Paris, 1957, 4^e édition.

l'Alliance atlantique, affaiblit l'Europe face au bloc communiste, entrave le développement harmonieux des économies de l'Europe des Six et, au bout du compte, mène une politique contraire aux intérêts de la France. C'est au nom de ceux-ci que le parti revient à une notion plus politique, fédéraliste de l'Europe, réclamant avec vigueur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté des Six. La constitution d'une Europe fédérée et démocratique (l'« Europe des peuples ») est devenue un thème d'autant plus ardemment défendu qu'il était opposé à la « monarchie » gaulliste. La campagne contre la force de frappe relève du même souci de rester partie intégrante de la communauté atlantique. En même temps, une Europe politiquement intégrée devenait le programme autour duquel la SFIO espérait rassembler toute l'opposition de gauche. La supranationalité répondait aux impératifs d'opposition intérieure et de politique électorale plus qu'elle ne résultait d'une nouvelle stratégie en matière de politique étrangère.

Un survol de la politique étrangère socialiste pendant le demi-siècle écoulé fait apparaître des constantes et, bien sûr, des changements brusques. En réalité, il ne s'agit pas tant d'orientations entièrement nouvelles ou de distributions stochastiques que d'une véritable translation due à la transformation de la base sociologique de la SFIO. Des orientations qui existaient avant la guerre à l'état de tendance sont devenues la politique du parti. Le « national-molletisme » est plus qu'une boutade : ce que Maurice Duverger appelait, dès 1955, le « conservatisme de petites gens » correspondait à une réalité profonde, à savoir un recrutement massif au sein de la couche, sans cesse plus nombreuse, des fonctionnaires. L'expédition de Suez représente sans doute le point culminant d'une politique qui reflétait assez exactement un nationalisme frustré qui n'avait de socialiste qu'une lointaine filiation jacobine. Mais Suez fut aussi le sommet de la vague. La cure d'opposition sous la V^e République a laissé aux dirigeants SFIO le loisir de revenir à une politique plus traditionnelle. Cependant, le parti s'est trop identifié à la IV^e République pour que ce ressourcement lui redonnât une seconde jeunesse. En 1969, la SFIO est morte. Un certain socialisme est disparu avec ses illusions, ses contradictions et ses leaders les plus représentatifs. Le nouveau parti socialiste est d'une facture toute différente. Peut-être va-t-il devenir rapidement ce travailisme que Blum, dès 1945, appelait de ses vœux. Peut-être disparaîtra-t-il à son tour. Dans tous les cas, sa politique étrangère ne manquera pas d'exprimer les intérêts et les aspirations d'une base militante elle-même en profonde évolution.